

Le premier ministre suivra-t-il l'avis de ses ministres et confiera-t-il à un comité du Parlement le mandat de chercher d'autres moyens de lutte contre l'inflation que les mesures appliquées en ce moment qui ont pour effet d'acculer les Canadiens à la faillite, de hausser le loyer de l'argent, et qui sont inefficaces contre l'inflation?

[Français]

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, lorsque le chef de l'opposition dit que je cherche à blâmer les autres et notamment le président Reagan, il se méprend encore une fois sur la nature de mes réponses. Si je blâme quelqu'un, en vérité c'est plutôt le chef de l'opposition qui ne semble pas comprendre que les économies mondiales sont interdépendantes d'un pays à l'autre. Et quand je lui donne l'exemple de plusieurs pays européens qui sont aux prises, comme nous, avec cette même difficulté posée par la politique américaine, le chef de l'opposition préfère parler d'autres choses. Il le sait parfaitement, ou il devrait le savoir, si nous voulons avoir une politique économique complètement détachée de celle de la politique américaine, nous pouvons toujours avoir recours à la politique du contrôle des changes. Ce n'est pas un choix que le gouvernement tient à faire. Ce n'est pas non plus un choix que le chef de l'opposition a le courage de mettre de l'avant comme la seule conséquence de ces théories un peu fantasmagoriques qu'il préconise. S'il avait été présent à la Chambre hier, il aurait entendu un discours où j'ai expliqué précisément qu'au sommet économique d'Ottawa, nous avons l'intention de poser ces problèmes, entre autres aux États-Unis, parce qu'il y a beaucoup de pays industrialisés qui sont aux prises avec le même problème. Il ne s'agit pas de blâmer les autres, madame le Président, mais bien d'assumer chacun ses responsabilités, tout en se rendant compte que la politique d'un pays aussi importante pour le Canada que pour les États-Unis ne peut pas être adoptée dans un vacuum, et qu'elle a inévitablement des conséquences sur nous.

[Traduction]

LA PARTICIPATION DU PARLEMENT

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Madame le Président, le premier ministre du Canada chargera-t-il un comité parlementaire d'étudier d'autres politiques anti-inflationnistes que celles recommandées par le gouverneur de la Banque du Canada, politiques qui, telles qu'appliquées par le gouvernement, ne donnent pas les résultats escomptés? Elles ne réussissent qu'à pousser les Canadiens à la faillite et les contraignent à acquitter des taux d'intérêts beaucoup plus élevés. Laissera-t-il le Parlement faire son travail? Effectuera-t-il ce renvoi à un comité?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, voilà la meilleure échappatoire du chef de l'Opposition et tout le monde la connaît.

**Des voix:** Bravo!

### Questions orales

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** Ce parti ne sait pas quelle politique économique il devrait préconiser, à savoir la politique suivie par le député de Saint-Jean-Ouest, ancien ministre des Finances qui veut réduire les dépenses, ou la politique de dépenses accrues préconisée par tant d'autres conservateurs.

• (1425)

Quand ils ne savent pas quelle politique suivre, Madame le Président...

**Une voix:** Répondez à la question.

**M. Trudeau:** J'y réponds. On me conseille de charger un comité parlementaire d'étudier le problème de l'inflation tout comme on a demandé il y a quelques jours à la Chambre de charger un comité d'étudier la peine capitale parce que ce parti ne sait pas quelle est sa propre position sur l'une ou l'autre de ces questions.

**Des voix:** Bravo!

**Mme le Président:** Le député d'Etobicoke-Centre.

**M. Wilson:** Madame le Président, le premier ministre a parlé de courage. Je pense qu'il devrait appliquer cette remarque à son actuel ministre de l'Industrie et du Commerce qui, il y a un an et demi de cela, a déclaré qu'il démissionnerait si les taux d'intérêt dépassaient 14 p. 100. Ils ont maintenant atteint 20 p. 100; il devrait donc démissionner.

**Des voix:** Bravo!

**Mme le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député va-t-il poser une question ou faire un discours?

\* \* \*

### L'ÉNERGIE

LES CHANGEMENTS POSSIBLES À LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. De nombreux observateurs estiment que les taux d'intérêt actuels sont attribuables à la faiblesse du dollar canadien et que le manque de confiance dans notre monnaie, l'hémorragie de devises est imputable aux achats à des prix exorbitants de sociétés de pétrole belges...

**Une voix:** Un discours!

**M. Wilson:** ... et que l'exode de capitaux à l'étranger est directement lié à la politique du gouvernement libéral.

Comme le gouverneur Bouey a déclaré qu'il pratiquait une politique d'argent cher, notamment pour protéger le dollar canadien et comme la faiblesse de notre monnaie est attribuable au programme énergétique, peut-on s'attendre à ce que le gouvernement apporte des changements à la politique énergétique, ce qui ferait tomber les pressions exercées sur le dollar canadien, augmenterait la confiance dans notre pays et, à plus ou moins long terme, ferait baisser les taux d'intérêt?